



## PRÉFET DE LA MARTINIQUE

*Direction de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
de la Martinique*

*Service Paysage, Eau, Biodiversité*

*Pôle Police de l'Environnement*

### RECEPISSE DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DECLARATION DONNANT ACCORD POUR COMMENCEMENT DES TRAVAUX CONCERNANT LE CURAGE DE L'ETANG N° 1 DU GOLF DEPARTEMENTAL

**COMMUNE DES TROIS ÎLETS**

**Dossier n° 972-2013-00029**

**Le Préfet de la Martinique  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;

**VU** l'arrêté n°2012198-0027 du 16 juillet 2012 donnant délégation de signature à monsieur Éric LEGRIGEIS, Directeur de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement ;

**VU** le dossier de déclaration déposé le 24/07/2013 au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement considéré complet en date du 29/07/13, présenté par le CONSEIL GENERAL DE LA MARTINIQUE, représenté par la présidente madame Josette MANIN, enregistré sous le n° 972-2013-00029 et relatif à : Curage de l'étang n° 1 du Golf départemental;

donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :

**CONSEIL GENERAL DE LA MARTINIQUE  
Direction des bâtiments et des collèges  
Service opérations spécifiques et urgentes  
Immeuble Delgres – Esc B – 4 ème étage  
97200 FORT DE FRANCE**

concernant :

## Curage de l'étang n° 1 du Golf départemental

dont la réalisation est prévue dans la commune des Trois-Îlets

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. La rubrique du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernée est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
3.2.4.0	1° Vidanges de plans d'eau issus de barrages de retenue, dont la hauteur est supérieure à 10 m ou dont le volume de la retenue est supérieur à 5 000 000 m <sup>3</sup> (A); 2° Autres vidanges de plans d'eau, dont la superficie est supérieure à 0,1 ha, hors opération de chômage des voies navigables, hors piscicultures mentionnées à l'article L. 431-6, hors plans d'eau mentionnés à l'article L.431-7 (D). Les vidanges périodiques des plans d'eau visés au 2° font l'objet d'une déclaration unique.	Déclaration	Arrêté du 27 août 1999
3.3.1.0	Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant : 1° Supérieure ou égale à 1 ha (A); 2° Supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 1 ha (D).	Déclaration	Arrêté du 24 juin 2008

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent récépissé ainsi que les prescriptions particulières énoncées ci-dessous :

**L'opération de curage concerne 3 plans d'eau successifs. Les vidanges devront s'effectuer de l'amont vers l'aval.**

**Au cours de la vidange et du curage, l'écoulement de la rivière Pagerie devra faire l'objet d'une attention particulière pour conserver la continuité écologique.**

**Les opérations de vidange se feront sous le contrôle des agents de l'ONEMA. En cas de présence de faune aquatique d'intérêt patrimonial, le déclarant prendra des mesures pour préserver ces espèces ou les conserver et les réintroduire à l'issue des travaux. Les opérations de capture et de réintroduction des espèces se feront sous le contrôle des agents de l'ONEMA.**

**Après les travaux, les berges feront l'objet d'une revégétalisation.**

**Les sédiments extraits seront stockés sur les parcelle C 697, C892 et C 803 situées en zone non inondable.**

**Le déclarant peut débiter son opération dès réception du présent récépissé. Au vu des pièces constitutives du dossier complet, il n'est pas envisagé de faire opposition à cette déclaration.**

Copies de la déclaration et de ce récépissé sont adressées à la mairie des TROIS ÎLETS

où cette opération doit être réalisée, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois pour information.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, à compter de la date de sa publication ou de son affichage à la mairie de la commune des TROIS ÎLETS par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai d'un an. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage en mairie, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé ainsi que celles contenues dans les prescriptions générales annexées au présent récépissé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Fort de France, le - 2 OCT. 2013

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement

**Eric LEGRIGEOIS**

PJ : Arrêté du 27 août 1999

Arrêté du 24 juin 2008

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier, à défaut auprès de la direction de l'eau et de la biodiversité du ministère de l'Ecologie, du Développement durable, des Transports et du Logement.